



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES COTES D'ARMOR

Préfecture

Direction des relations avec les collectivités territoriales

Bureau du développement durable

ARRÊTÉ
portant prescriptions complémentaires
pour la remise en état de la carrière de Persas à Plérin

le Préfet des Côtes d'Armor

VU le Code minier ;

VU le Code de l'environnement, livre V - titre 1^{er}, et notamment ses articles R181-45, R.512.39.1 et R.512.39.3 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 autorisant la SA Carrières RAULT à exploiter une carrière à ciel ouvert de schiste amphibolique sur le territoire de la commune de PLERIN au lieu-dit " Persas " ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 2011 complétant et modifiant l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 sur les conditions de remise en état de la carrière ;

VU l'arrêté préfectoral portant création d'une commission de suivi de site pour la carrière de Persas située à Plérin en date du 23 février 2005 ;

VU l'étude Géoamor sur le projet de remise en état de la carrière de Persas, en date de septembre 2008 et complété le 8 juin 2009 ;

VU le jugement du tribunal de RENNES en date du 10 juillet 2008 qui annule certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 et exclut la présence d'un plan d'eau, en particulier au niveau de l'excavation située dans la partie ouest du site ;

VU le rapport du 16 mars 2018 établi par l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 6 avril 2018 à la connaissance de l'exploitant ;

VU les observations présentées par l'exploitant sur ce projet en date du 26 avril 2018 ;

CONSIDÉRANT les obligations de remise en état de la carrière fixées par l'article 6 de l'arrêté préfectoral 24 décembre 2004 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 2011 susvisés ;

CONSIDÉRANT le dossier établi par la société RAULT en septembre 2008, suite au jugement du tribunal susvisé, qui précisait une fin de remise en état du site en juin 2014 ;

CONSIDÉRANT les différentes plaintes du comité de sauvegarde de la vallée du Gouet et de défense contre les nuisances des carrières de Plérin en date d'octobre 2010, de juillet 2013 et de janvier 2016 concernant la remise en état du site ;

CONSIDÉRANT les différentes commissions de suivi de site pour le suivi de la remise en état de la carrière de Persas de février 2014 et de novembre 2016 ;

CONSIDÉRANT le courrier établi par l'inspection le 7 avril 2016 qui demandait un échéancier ou phasage de remise en état, resté sans réponse ;

CONSIDÉRANT que la remise en état du site n'est pas achevée ;
CONSIDÉRANT que les prescriptions des arrêtés préfectoraux en vigueur doivent être actualisées ;
CONSIDÉRANT la nécessité de disposer d'un phasage précis de la remise en état du site ;
SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Objet de l'arrêté

L'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 2011 et l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 relatif à la remise en état du site sont complétés par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Mise à jour de l'étude de remise en état du site

L'exploitant, la SA Carrières RAULT, doit actualiser l'étude Géoarmor de remise en état de la carrière datant de septembre 2008, complétée en 2009.

Cette étude doit permettre de :

- disposer d'un phasage (avec plans et descriptif) progressif de la remise en état de la carrière en définissant les différentes zones de la carrière à remettre en état, le type de remise en état et la durée prévue pour chaque zone ;
- évaluer, pour la partie en sur-profondeur, le volume restant à combler, et la date de comblement, en fonction des volumes de remblai reçus depuis plusieurs années ;
- mettre en sécurité les fronts de taille.

L'exploitant transmettra à l'inspection cette étude au plus tard 3 mois après la notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 : Plan topographique

L'exploitant, la SA Carrières RAULT, fournira à l'inspection, une fois par an, un plan topographique du site faisant apparaître les différentes avancées de la remise en état et la conformité avec le phasage défini dans le mémoire demandé à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Sanctions

L'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté entraîne l'application des sanctions pénales et administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté sera déposée à la mairie de Plérin et pourra y être consultée ;
- 2° Cet arrêté sera affiché à la mairie de Plérin pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Côtes d'Armor pendant une durée minimale d'un mois ;

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien, 3 Contour de la Motte 35044 -Rennes Cedex) :

- 1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de 4 mois à compter de :

- l'affichage en mairie de la présente décision dans les conditions prévues au 2° de l'article R181-44 du code de l'environnement ,

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R 181-44 susvisé.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision ;

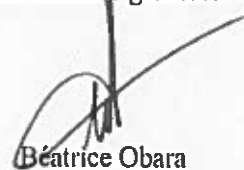
La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de 2 mois. Ce recours administratif prolonge de 2 mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

ARTICLE 7 : Exécution

Madame la Secrétaire générale de la Préfecture des Côtes d'Armor et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de plérin ainsi qu'à l'exploitant.

Saint-Brieuc, le **04 MAI 2018**

Le préfet et par délégation
la Secrétaire générale



Béatrice Obara

